



Etat Kachin et Nord du Shan (Myanmar) : Les ONG appellent à une cessation immédiate des hostilités, à la protection des civils et à un accès humanitaire

2 mai 2018

ONG nationales et internationales opérant dans le Kachin et le Nord du Shan, au Myanmar, nous sommes profondément préoccupées par le conflit armé qui ne cesse de s'aggraver. Les affrontements qui ont eu lieu en avril et se poursuivent en mai ont touché de nombreux civils et déjà déplacé, à plusieurs reprises, des milliers d'habitants. Une action d'urgence est nécessaire pour sauver des vies et combler les besoins humanitaires croissants. Le conflit armé avait déjà déplacé des milliers de personnes début 2018 dans l'État de Kachin et le Nord de l'État du Shan.

Les affrontements se sont déroulés à proximité de camps de personnes déplacées et de logements civils, faisant des morts et des blessés parmi la population civile. Ils empêchent les habitants de quitter des zones de conflit. Nous sommes très préoccupés par la sécurité et par les besoins immédiats de plus de 2 000 civils, en particulier des plus vulnérables d'entre eux, actuellement confinés dans les villages d'Awng Lawt, de Sut Ra et de Sut Ring Yang, dans le canton de Tanai, le village de Man Wai, les environs de Lainawng Hku dans le Sud du canton de Kamaï, dans l'État du Kachin.

Les demandes répétées de corridors sécurisés et d'accès humanitaire ont été refusées une à une alors que des vies sont en danger et que la fourniture d'une aide humanitaire est vitale. Ces civils font partie des plus de 5 000 personnes déplacées pour le seul mois d'avril. Ces nouveaux déplacés craignent d'être forcés à retourner prématurément dans leurs villages qu'ils ont fuis sans aucune assurance de sécurité. Nous rappelons que les retours doivent se faire uniquement sur une base volontaire et dans des conditions de sécurité garanties.

En avril dernier, plusieurs civils ont été blessés et tués par des raids aériens, des tirs d'obus et des mines antipersonnel. Il est indispensable que tous les belligérants assurent la protection des civils et respectent les droits de l'Homme ainsi que le droit international

humanitaire Et dans le cas présent, ils doivent respecter tout particulièrement la règle 7 concernant la nécessité de distinguer populations civiles et objectifs militaires.

L'actuelle escalade du conflit armé, qui inclut des frappes aériennes des forces armées du gouvernement du Myanmar, est l'une des plus étendues de ces dernières années : en avril, des affrontements ont été rapportés dans les cantons de Hpakant, Tanai, Mogaung, Sumprabum, Injayang, Momauk, Chipwe et Waingmaw, exacerbant les peurs au sein de la population du Kachin. Actuellement, la capacité de l'aide humanitaire à répondre efficacement est mise à rude épreuve, car les organisations non gouvernementales continuent d'aider plus de 100 000 personnes déjà déplacées dans le Kachin et le Nord du Shan, alors que leur financement est insuffisant. Il est extrêmement important que le financement de l'aide humanitaire suive le rythme de ces besoins croissants, et que les acteurs de l'aide humanitaire fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour appuyer la protection des civils, obtenir un accès humanitaire illimité et relancer les efforts pour rétablir paix et justice dans les deux Etats.

En tant qu'organisations nationales et internationales respectant les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, nous reconnaissons le caractère urgent et vital de ces besoins humanitaires et demandons à l'ensemble des belligérants et des autorités du Kachin et du Nord du Shan de :

- 1)** Cesser immédiatement les hostilités dans les zones civiles et de garantir aux civils un passage sécurisé pour quitter les zones de conflit ;
- 2)** Lever toutes les restrictions sur l'accès des civils à l'aide humanitaire, et sur la fourniture d'articles et de services par les organismes humanitaires ;
- 3)** Respecter et remplir toutes les obligations liées au droit international humanitaire et aux droits de l'homme, en mettant immédiatement fin aux violations des droits de l'homme et à l'insécurité de la population civile ;
- 4)** Renouveler leur engagement et redoubler d'efforts pour déposer les armes et trouver une solution politique durable et équitable.

Contacts presse :

Gum Sha (équipe de stratégie commune/Metta) : gum.sha.awng@metta-myanmar.org / 095192913

Paul Joicey (Oxfam) pjoicey@oxfam.org.uk 01539986

Mélody Lacouture (HI) : m.lacouture@hi.org / 04 26 68 76 88